

«Des oiseaux crèvent par milliers, c'est un carnage» : les marais de Loire-Atlantique meurtris par le botulisme

Coppélia Piccolo

Le cœur lourd, des bénévoles ramassent depuis mi-juillet des milliers de volatiles morts ou malades dans la zone humide du marais de la Brière, frappée par une épidémie aiguë d'épizootie, dont l'origine divise agriculteurs et écologistes.

Au milieu du [marais verdoyant de Brière](#), en Loire-Atlantique, entre ronces, roseaux et eaux vaseuses, seules les plumes des oiseaux volent encore. Leurs propriétaires, eux, sont plombés au sol. Inertes. «*Il y en a partout, c'est un carnage, merde*», lance un chasseur bénévole qui sillonne la zone, poubelle noire dans une main et carcasse de héron blanc dans l'autre. Ses cuissardes ne progressent que de quelques mètres avant de se heurter à un nouvel obstacle. «*Là, j'en ai encore un. C'est un vrai cimetière*», lui lance-t-on depuis l'autre bout de la rive.

Vêtus de leur pantalon kaki à l'imprimé camouflage, une dizaine de chasseurs empilent en seulement quelques minutes les corps d'aigrettes, [de spatules](#) ou de goélands. Les allers-retours vers une remorque s'enchaînent. L'addition s'allonge. Loïc Gouin, 61 ans, déplore une «*hécatombe*» dans [la deuxième zone humide de France](#), avant de s'engouffrer dans un amas de ronces. Une tache blanche s'agite mollement. L'oiseau famélique, qui n'a même plus la force de se débattre, ira dans le «*bac des vivants*». Ceux pour qui «*il reste encore une petite chance*». Le retraité retire ensuite ses gants en plastique bleus. Il avoue ne plus supporter ce «*silence assourdissant*» qui règne sur le marais et ses quelque 25 000 hectares de zones humides. Un «*silence de mort*» qui porte un nom : le botulisme aviaire.

«La maladie paralyse des pattes à la tête»

Depuis la mi-juillet, [après un début d'été combinant fortes chaleurs et vagues de sécheresse](#), cette maladie provoquée par une bactérie naturellement présente dans les zones humides a flambé. «*C'est automatique, qui dit sécheresse dit peu d'eau donc peu d'oxygène et augmentation de la température. C'est un vrai bouillon de culture pour le botulisme, qui peut alors proliférer dans la vase, avec laquelle les oiseaux sont en contact*», décrit Frédéric Richeux, président de l'Union des chasseurs de gibier d'eau de Grande Brière. *La maladie paralyse ensuite les oiseaux des pattes à la tête en passant par les ailes, c'est foudroyant.*» En moins d'une semaine, les uns finissent noyés dans le marais, les autres succombent à des détresses respiratoires.

Le chasseur de 46 ans soutient que la mission la plus urgente est donc de ramasser ces cadavres. Des «*véritables nids et amplificateurs à botulisme*», [dont la souche en question n'est pas transmissible à l'homme](#). «*Si on les laisse traîner, c'est toute la chaîne alimentaire qui peut être touchée, des rapaces qui vont se nourrir des carcasses aux poissons qui mangent les asticots*», explique-t-il. Alors, depuis le 19 juillet, les rondes s'enchaînent. Cinq opérations de ramassage d'ampleur ont été organisées, avec plus d'une centaine de bénévoles, chasseurs comme pêcheurs. «*Et cela sans compter sur tous ceux qui viennent tous les jours sur le*

terrain, de manière individuelle», complète Frédéric Richeux, ingénieur hydraulique de profession.

Au total, *«2 500 cadavres d'oiseaux ont été recensés sur le secteur de la Brière depuis un peu plus de deux semaines»*. En prenant en compte les cas autour du [lac de Grand-Lieu](#), au sud-ouest de Nantes, qui fait face au même phénomène, le bilan double. Le marais de Poitevin est lui aussi concerné. Et l'été n'est pas terminé.

«C'est une honte !»

«On n'avait jamais été touchés à ce point, c'est même pire qu'en 1995», date de la dernière grande épizootie, assure le président de l'Union des chasseurs. Pour la ronde du jour, 122 cadavres sont ramassés en l'espace d'une heure dans cette zone. Plus de 140 volatiles avaient déjà été retrouvés, ici même, seulement deux jours auparavant. Le report de l'ouverture de la chasse aux gibiers d'eau sur le territoire – initialement prévue le 21 août, désormais décalée d'un mois – est donc *«une sage décision, pleine de bon sens»*.

A l'autre bout du marais, des bénévoles voguent à bord de chalands. Ils sont parfois forcés de continuer à pied, tant le niveau d'eau est inférieur aux normales. Près de 25 cm de moins que le niveau moyen attendu en août. L'odeur de putréfaction s'accroche à la peau. *«De chasseurs, on est devenus des fossoyeurs»,* chuchote Frédéric Richeux. Face à une remorque devenue corbillard, son père, Jean-René, s'emporte : *«C'est une honte ! Encore, s'il n'y avait pas eu une goutte de pluie cette année, j'aurais compris, mais là, c'est l'inverse !»*

Olivier Demarty, président de la commission biodiversité et zones humides au sein du Parc naturel régional de Brière, rappelle également que [le mois d'avril a été marqué «par l'un des plus hauts niveaux d'eau jamais relevés»](#). Mais, à peine quelques mois plus tard, fin juin, *«la courbe s'est inversée»*. L'étiage est au plus bas. Il suit le tracé d'un graphique du bout de son stylo et s'étonne encore d'être *«passé d'un extrême à l'autre»*. *«Résultat : on se retrouve aujourd'hui avec un marais à sec, un botulisme qui explose, des animaux malades qui crèvent par milliers, c'est un carnage écologique.»*

Où est donc passé l'or bleu ? Pour Olivier Demarty, la vague de chaleur exceptionnelle démarrée à la mi-juin n'est pas la seule responsable de ce marais en état de sécheresse, *«un oxymore»*, pointe-t-il. Cette vague de chaleur aurait pu être supportée et l'épizootie surmontée si, quelques semaines auparavant, le niveau d'eau n'avait pas été abaissé artificiellement – des vannes ouvertes à l'extrémité du marais – pour laisser libre cours à des usages agricoles, résume-t-il. Le tout afin que les agriculteurs puissent accéder à leurs parcelles situées sur des zones humides et les exploiter. *«Or, chaque centimètre retiré de la Brière était vital»,* tance celui qui est également maire (sans étiquette) de la commune de Crossac, en bordure de marais.

Il cite les [travaux du Giec](#), les derniers rapports scientifiques, et soutient que les *«canicules vont se multiplier dans les années futures, c'est écrit noir sur blanc»*. S'adapter à ce réchauffement climatique et *«adapter ses pratiques, y compris agricoles»*, est donc une *«nécessité»*. Mais certains semblent figés dans des usages *«d'un autre temps»*, et veulent continuer à pâturer sur des terres qui *«ne sont plus adaptées»*. Le résultat, *«c'est ce carnage»*. Pour le mois d'août, le parc naturel a ainsi embauché trois saisonniers, qui viendront en appui des rondes des chasseurs. Leur travail sera entièrement fléché vers la gestion de l'épizootie et le ramassage des carcasses.

En outre, Olivier Demarty souligne que des discussions ont été engagées avec les agriculteurs du marais pour faire évoluer le *«règlement d'eau»*, demandé par la préfecture et ensuite appliqué par le Syndicat du bassin-versant du Brivet. Ce texte fixe chaque année l'abaissement des niveaux à faire dans le marais. Il n'est selon lui *«plus adapté à des années exceptionnelles comme celle-ci»*. Mais le débat reste *«très tendu»*, concède Eric Provost, président du parc régional de Brière, qui évoque des *«conflits d'usage»*.

«Une expropriation»

A quelques kilomètres, l'odeur de fumier remplace celle des oiseaux en décomposition. Depuis ses parcelles installées au cœur du marais, un des soixante agriculteurs membre de l'Association de défense des éleveurs de Brière-Brivet rétorque que pendant qu'on l'accable de la mort de milliers d'oiseaux, lui *«ne souhaite faire que son travail»*. Faire paître ses vaches. Faner les foin. Autant d'activités agricoles pour lesquelles il doit pouvoir accéder à ses terres situées en zone marécageuse. Abaisser le niveau d'eau s'impose selon lui comme une pratique *«indispensable»*. Dans le cas inverse, *«ce serait des pertes de rendements immenses, et la fin de notre exploitation»*, plaide-t-il. Un de ses collègues, qui veut lui aussi conserver son anonymat, abonde : *«Si on ne peut plus accéder aux terres que l'on a achetées, ça s'appelle de l'expropriation.»*

Après avoir traversé son corps de ferme et dépassé ses bovins, l'agriculteur pointe du doigt une large bande de terre au fond de ses champs. *«L'année dernière, à cause du trop-plein d'eau, on n'a pas pu exploiter un tiers de nos surfaces.»* Un scénario *«qui ne doit pas se reproduire chaque année»*. Mais les agriculteurs le répètent : leur demande ne porte pas sur le niveau d'eau dans les canaux principaux, mais seulement *«sur le plat»*. Accoudé à son grillage, l'éleveur rejette enfin les accusations dont il fait l'objet et estime s'être déjà adapté au réchauffement climatique. *«L'urgence est maintenant d'anticiper.»* Ses propositions : l'entretien et le [curage des canaux](#), ce qui permettrait selon lui de mieux évacuer l'eau en cas de précipitations trop importantes.

De son côté, la préfecture répondait en 2023 dans un courrier notamment adressé à l'association locale des chasseurs qu'une *«gestion globale des niveaux d'eau prenant en compte tant les évolutions climatiques que les nombreux enjeux parfois antagonistes du territoire doit être mise en place»*. Sollicitée par *Libération* sur ces conflits d'usage toujours en cours, elle ne donne aujourd'hui aucune réponse.

«Réalimentés, réhydratés, réoxygénés»

Dans l'attente d'un *«règlement d'eau»* qui puisse concilier toutes les parties, le marais continue à se muer en charnier. A côté des bacs destinés à l'équarrissage, quelques cartons sont tapissés de paille. Les quelques survivants du jour y sont installés. Certains ont encore la force de battre des ailes, tandis que d'autres ouvrent difficilement les yeux. *«C'est plus symbolique qu'autre chose, mais c'est pour nous porteur d'espoir»*, dit Frédéric Richeux. Direction la clinique vétérinaire de Guérande pour un premier tri, des euthanasies sur les plus faibles avant un transfert des oiseaux restants vers le centre vétérinaire de la faune sauvage de Nantes.

Là-bas, mercredi 30 juillet, c'est justement jour de libération pour les premiers volatiles convalescents de la Brière reçus au début de l'épidémie. Une petite quinzaine d'ibis ou de canards colverts, tout juste bagués, s'apprentent à être relâchés. Ils sont chargés dans deux

voitures : une partie s'envole pour les marais bretons, l'autre pour les marais salants de Guérande. Pendant plusieurs jours, *«tous ont été réalimentés, réhydratés, réoxygénés et ont reçu un traitement pour éliminer la toxine»*, rapporte la vétérinaire Julie Botman.

Le taux de survie global pour les *«animaux qui ont reçu des soins»* – certains sont morts durant le trajet – est d'environ 40 %, chiffre-t-elle, tout en soulignant que cette épizootie est d'une autre ampleur *« que les cas sporadiques reçus les années précédentes »*. Mais ce qui est le plus à craindre, *«et qui pourrait donner un coup de boost à l'épidémie, c'est l'arrivée des oiseaux migrants très prochainement»*. Sur le terrain, Frédéric Richeux s'alarme lui aussi de cette *«nouvelle agonie qui approche»*. Il ne quitte pas ses bottes et repart aussitôt la ronde terminée sur un nouveau *«spot»* repéré. *«La course contre la montre est lancée.»*

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)